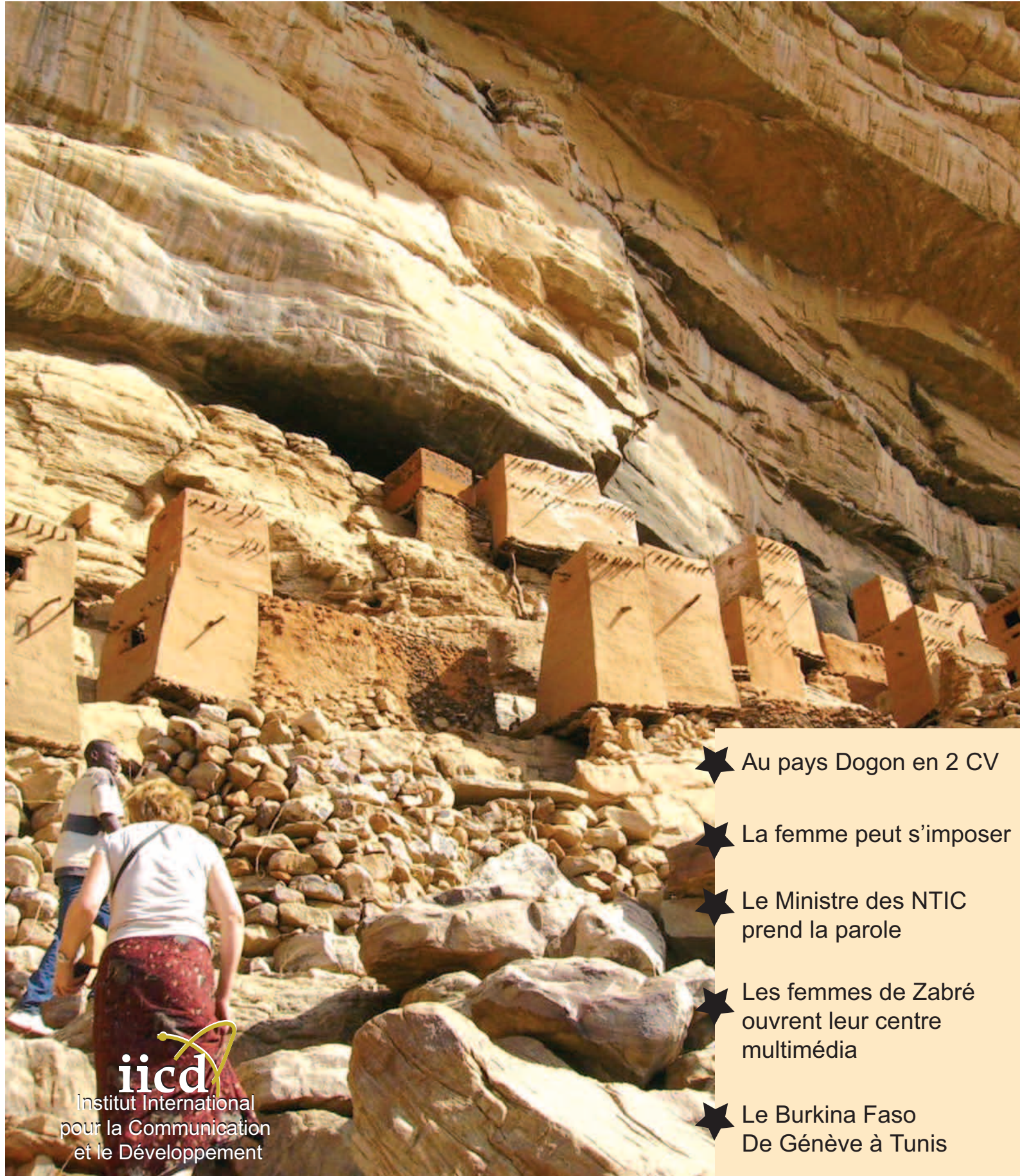


Burkina-ntic

<http://www.burkina-ntic.org>



- ★ Au pays Dogon en 2 CV
- ★ La femme peut s'imposer
- ★ Le Ministre des NTIC prend la parole
- ★ Les femmes de Zabré ouvrent leur centre multimédia
- ★ Le Burkina Faso De Genève à Tunis



L'avenir appartient à ceux qui osent et qui se lèvent tôt.

Depuis quelques années, le monde des NTIC s'intéresse à la connectivité. La bataille des octets, des kilooctets, des méga octets fait rage. Hier, avoir une connexion avec seulement quelques dizaines d'octets était une chose merveilleuse. Aujourd'hui, il faut avoir des centaines, voir des mégaoctets pour arriver à travailler et surtout échanger certaines données avec d'autres personnes dans le monde.

La technologie de plus en plus sophistiquée : ADSL WIFI, WIMAX, VSAT, CPL, la libéralisation croissante du secteur redessine continuellement le paysage de la connectivité dans les pays développés et même en voie de développement.

On ne peut plus compter le nombre de sociétés au Burkina qui se créent et qui tentent, chacune à son niveau de grignoter quelques parts de marché. Imaginons que cette bataille se poursuive et que les prix baissent jusqu'à ce que le commun des mortels puisse avoir accès, ce qui ne sera pas possible avec la cherté du coût de l'électricité, l'un des plus chers au monde.

Il va nous rester quoi maintenant ?

On utilisera l'Internet comme les radios FM et autre télévisions.

Et alors ? Et alors, on consommera davantage des produits du net et vu notre faible production numérique, on dormira sur la natte des autres. La prochaine bataille je crois sera les services sur le web et nous devons utiliser notre imagination pour proposer des services qui répondent aux besoins de nos populations. Un jeune Tunisien avant la fête du Ramadan a eu la géniale idée de vendre des cyber moutons : il a écoulé tout son stock en quelques jours, performance que beaucoup d'autres vendeurs réels n'ont pas pu faire. Evitons donc les mots faciles tels que : ça ne marchera jamais et osons essayer.

l'avenir appartient à ceux qui osent et qui se lèvent tôt.

B-NTIC

Bulletin

Burkina-NTIC N°09

Récépissé n°1721/MIJ/CA-GI/OUA/P.F
Juillet 2003

Directeur de Publication

Sylvestre OUEDRAOGO

Rédaction

Ouédraogo Roukiatou

Ramata SORE

Théodore SOMDA

Sylvestre OUEDRAOGO

Collaborateurs

ZCP

GTP

FIAB

IICD

IABER

Yam Pukri

Song Taaba

Club arrobase

l'oeil des Jeunes

PAO



www.oeil-des-jeunes.org

Contact

Ouédraogo Sylvestre,

Coordonnateur programme

LIEN tel. : 70 25 04 49

Zio Amélie, Administration

tel. : 70 23 37 86

Théodore Somda, Gestion

site web Burkina NTIC

tel. : 70 26 92 00

<http://www.Burkina-ntic>

09 BP 1170 Ouagadougou 09

info@burkina-ntic.org

Programme LIEN

S/C Association Yam Pukri

sis derrière la SONAPOST

de 1200 logements



La femme peut s'imposer par la déconstruction des stéréotypes

Dans la société, le rapport des filles à l'informatique part des expériences positives ou négatives. Leurs intérêts se façonnent en fonction des stéréotypes véhiculés par l'enseignement.

Les enseignants sont des vecteurs de stéréotypes. Ils véhiculent plus ou moins consciemment des préjugés sur le genre. Dans leur relation avec les élèves, la même attitude est présente. Aux garçons, la réflexion, la recherche, la découverte. Aux filles, l'acquiescement. Ces dernières n'ont donc pas l'opportunité de faire valoir leurs idées et d'exposer leur créativité. Le comble, c'est que les enseignants ne sont pas souvent conscients de leur influence sur les élèves. Or pour ces derniers, l'enseignant est une référence, une ouverture et une rencontre avec le monde scientifique ou universitaire. L'enseignant en somme est un modèle. Au Burkina Faso, dans les lycées, collèges, universités et autres écoles de formations, il n'y a presque pas de

femmes, formatrices ou enseignantes en informatique. Cette faible présence de la femme-enseignante en informatique renforce les représentations sur les matières dites masculines ou féminines. Pour les élèves et étudiants, la référence est la personne de même sexe qu'ils ont en face d'eux. L'absence de modèles féminins conduit donc à une conclusion. Pas de place pour la femme en informatique.

Une socialisation différenciée. Des contraintes structurelles empêchent souvent les femmes de se familiariser avec l'informatique. Les ordinateurs sont très chers. Le faible pouvoir économique des femmes ne leur permette d'en posséder. Lorsqu'il y a un ordinateur à domicile, c'est le plus

souvent l'homme qui s'en sert. C'est lui qui occupe la fonction professionnelle valorisée et considérée comme essentielle. Les femmes manquent de temps. Nombreuses ont celles qui ont un double emploi. Elles sont fonctionnaires et se doivent quotidiennement d'assurer les tâches domestiques, faire les courses, le ménage, préparer les repas... Conséquence : elles sont presque les dernières à se familiariser avec l'ordinateur.

La socialisation est la cause du gouffre qui existe entre les domaines choisis par les filles et les garçons. Il existe des normes sociales selon lesquelles garçons et filles doivent se comporter. Les stéréotypes de genre deviennent des normes. Les petites filles doivent être douces et aimer les poupées. Les petits garçons doivent avoir un goût pour les jeux de construction et un tempérament actif. Ces attentes deviennent une pression. Les enfants finissent par se conformer aux stéréotypes. On punit l'enfant qui n'agit pas comme espéré ou on lui offre les livres et les jouets qui correspondent à l'idée qu'on se fait de ses goûts innés. Le petit garçon observe et imite les adultes du même sexe que lui. Et comme prévu, les filles en viennent à préférer la littérature à l'informatique et à se sentir démunies face à un PC.

On imagine souvent que l'informaticien est un homme, peu soucieux de son apparence physique. Les filles sont en général encouragées dès leur plus jeune âge à valoriser leur apparence. Le métier d'informaticien est donc en porte-à-faux avec ce qui est attendu des jeunes femmes. S'orienter vers cette filière constitue une transgression de leur appartenance sexuelle. Les stéréotypes construisent une représentation simplifiée de la réalité. Dans la mesure où la réalité est plus complexe que ce qu'en disent les stéréotypes, des erreurs fatales en



Suite page 4



suite de la page 3

La femme peut s'imposer par la déconstruction des stéréotypes

découlent. Ils influencent les performances des groupes qu'ils stigmatisent.

Au Burkina Faso, les filles représentent moins de 1% des étudiants dans les formations supérieures en informatique. Or les nouvelles technologies deviennent omniprésentes dans la vie, aussi bien au travail qu'à domicile. Ce faible pourcentage confirme une réalité. Les femmes sont utilisatrices d'un objet. Elles utilisent l'ordinateur sans le maîtriser, le comprendre au travers de son interface, de ses logiciels. Les femmes peuvent s'épanouir et être autonome dans ce créneau professionnel en pleine expansion.

Un modèle féminin pour s'identifier.

Avant même de quitter le domicile familial pour l'école, les filles sont déjà mal parties dans l'aventure informatique. La socialisation, via l'imposition de normes sociales, les éloigne de la technologie en général, et de l'ordinateur en particulier.

L'implication et l'appropriation de la technologie par la femme peuvent se faire par la valorisation d'un modèle féminin. Cette image doit être ressentie et ressortie positivement (les filles dans des rôles actifs, derrière les ordinateurs !) aux travers de supports visuels. Présenter des modèles de réussite est un encouragement à plus d'implication des filles dans le domaine. Plus il y a aura de filles dans les filières technologiques et scientifiques, moins le statut de minorité jouera. Et plus les stéréotypes seront battus en brèche par la réalité.

Appropriation des NTIC, Un tiers de chance en moins pour les femmes burkinabè.

Les femmes ont globalement un tiers de chances en moins que les hommes de bénéficier des avantages de la société africaine de l'information, telle est l'opinion de Sylvestre Ouédraogo, responsable de l'association Yam Pukri et auteur d'une étude sur la fracture numérique de genre au

Burkina Faso.

L'accès, l'usage et la maîtrise de l'ordinateur, de l'Internet et du téléphone portable ont été considérés comme critères de mensurations de la disparité du genre. Les femmes, moins que les hommes maîtrisent l'usage de ces technologies. *La fracture numérique du genre est une réalité inquiétante au Burkina Faso*, constate Sylvestre Ouédraogo. Puis de poursuivre, Seules les populations jeunes et scolarisées en cycle secondaire semblent échapper aux disparités de genre.

Certes, la fracture numérique est réelle entre le Nord et le Sud. Au Burkina, ce fossé est visible entre les campagnes et les villes. Toute ou presque la totalité des infrastructures se trouvent dans la capitale politique Ouagadougou. Pire, la fracture est criante entre les citoyens d'une même ville. A Ouagadougou, plus de 90% des femmes travaillent dans le secteur des NTIC. Elles sont secrétaires en bureautique, informatique, Gérantes de cyber ou télécentres, ou agents d'agences de téléphonies...

Quant aux femmes des milieux ruraux, elles possèdent de nombreuses compétences en matière d'artisanat et de culture agricoles. Même analphabètes, certaines d'entre-elles sont au parfum des avantages liés à l'utilisation des NTIC. Ne disposant pas d'infrastructures et n'ayant pas reçu de formation concernant l'utilisation des NTIC, ces femmes ne peuvent s'en servir. Pourtant, les NTIC peuvent faciliter les échanges de connaissance et d'expériences, jouer un rôle dans l'organisation de leurs activités. Actrices de changement et de progrès, elle, avec les NTIC, peuvent promouvoir leur visibilité en mettant en exergue leur compétence.

Au Burkina Faso, l'accès aux NTIC doit être perçu au même titre que l'accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, pour les femmes. Avec une accessibilité

aux NTIC, le genre féminin participera réellement au développement durable du Burkina Faso. Les NTIC ne doivent plus être considérées comme un passe-temps de luxe pour les plus nantis. Elles doivent être appréhendées comme un transformateur positif de la qualité de la vie des collectivités pauvres et marginalisées.

Mieux, les femmes doivent commencer à exploiter les NTIC en tant qu'outil de renforcement des capacités et de développement humain. Pour ce faire, la création dans des villes et dans les milieux ruraux, des centres d'accès aux NTIC doivent se faire. Dans ces lieux, elles seront formées à l'utilisation de l'informatique et l'Internet. Ces lieux doivent véhiculer les informations sanitaires, agricoles, économiques. La connaissance, par exemple, des prix des produits agricoles et artisanaux sur les marchés urbains, et la mise en réseau avec des associations surs du monde favoriseront les échanges d'expériences, de partage de connaissance et du savoir faire.

La technologie constitue un outil d'émancipation pour les femmes. Les Nations Unies placent désormais l'accès aux technologies de l'information, après la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la violence, au cœur du devenir de la condition féminine. Aussi bien l'émancipation des femmes du Burkina que de celles de toute l'Afrique dépend des décideurs politiques, de la société civile et du secteur privé. Une prise en compte du statut de la femme, pour une société de partage et de connaissance plus juste et plus inclusive, réduira les disparités de genre.

Ramata Soré



Pays Dogon en 2CV

Lundi 16 janvier au 22 janvier 2006, nous avons pris la route pour visiter une partie du Mali et du Burkina Faso : le pays dogon, Mopti et Djenné étaient notre destination au Mali. Au Burkina, nous visons seulement Bobo Dioulasso et ses environs, un périple de 1200 Km en 2CV.

J'avais déjà effectué de nombreux déplacements en 2CV : Ouaga-Bamako, Ouaga Sikasso, Ouaga-Bobo. Ma 2CV, bien qu'au point ne me satisfait pas encore. Il me manquait que d'installer un frigo à bord pour avoir de la bière fraîche, un ordinateur et une antenne satellitaire pour que la 2cv devienne un cyber véhicule original aussi équipé que les voitures de guerre américaine. Ça, ce sera une autre histoire parce que j'ai pu acquérir une autre 2Cv et je vais bien travailler sur celle là afin de l'intégrer un ordinateur à bord. Pratique pour aller sur la toile, écouter la musique et pour prendre des notes.

Le Toguna au pays Dogon

Comme il fallait joindre l'utile à l'agréable, je me suis intéressé également par le phénomène des TIC au cours de notre traversée : une amie néerlandaise en vacances, un ami, Alfred, familier de la brousse africaine et un as du volant et moi-même formions l'équipe. Nous partîmes le matin du 16 janvier en passant par Ouahigouya, ville située à 181 km de Ouaga. Après une courte halte, nous continuâmes vers la frontière, voyages sans encombres avec seulement de la poussière s'engouffrant dans la voiture. Nous traversâmes la frontière et nous nous engageâmes pour joindre Bankass, une grande ville dans la localité. On y trouve quelques auberges avec un décor propre du pays dogon, les maisons en argiles et les fameux hangars Toguna qui a inspiré le réseau Togunet. Le Toguna est un hangar très bas et ses piliers sont sculptés dans du bois avec toutes sortes de représentations. C'est ce que l'on appelle arbre à Palabre souvent. On échange des questions



du village sous la Toguna. Elle est expressément faite très basse, ce qui rend incommode la station debout. Il est donc interdit de s'énerver sous la Toguna. En général, un homme énervé se lève par précipitation et invective une ou plusieurs personnes. C'est là que le Toguna le remet à l'ordre d'une manière naturelle. En effet la tête du malheureux qui se fâche va cogner le plafond du hangar et il se ressaisira très vite et reprendra la station assise, attitude plus sage ;

Le pays Dogon virtuel et le pays dogon réel

Pourquoi visiter le pays dogon ?, je ne pose moi-même cette question parce qu'ayant une connexion Internet permanente au bureau, j'ai découvert pleins d'informations sur des sites web sur le Mali et précisément le pays dogon. Je voulais même constater et expérimenter au lieu de m'en tenir au web, mais les informations sur le web furent très précieuses parce que j'ai appris beaucoup de choses que mon voyage ne m'a pas permis de découvrir. En effet, les guides, rodés et fatigués par les multiples visites et passages des touristes ont maintenant acquis l'art de répondre comme des perroquets à une question. Ils

racontent et répondent pour émerveiller le touriste, pour ne pas le choquer et pour ne pas déranger l'ordre des villages. Je ne me suis pas intéressé par des telles informations, je préfère donc faire ma propre étude documentaire et la compléter avec mes propres observations visuelles. Le net est irremplaçable pour cela. En revanche, la maîtrise de l'anglais par les guides m'a épaté ; Au Burkina, il est rare de trouver un guide qui s'exprime en anglais. Les guides appartiennent à une association et s'entendent pour travailler en harmonie dans la zone. On évite donc les problèmes dans les villages (paiements des droits de visite, sécurité dans les zones touristiques...). Des rotations sont effectuées entre les guides quand un client arrive, ce qui facilite encore le travail.

A Bancass, il existe seulement quelques lignes téléphoniques. Le réseau mobile n'est pas encore passé par là. Les jeunes et surtout, les nombreux guides attendent de pied ferme l'arrivée du téléphone portable. Mode ou nécessité, les deux sont inséparables. On a pris la route pour dormir dans un village en bas de la

Suite page 6



suite de la page 5 Pays Dogon en 2CV

falaise (Endé). La piste, très sablonneuse et défoncée est presque impraticable et le guide fut étonné que la 2CV arrive à avancer dans des endroits où des 4x4 ont démissionné ! Un garçon de 12 ans environ de Endé me dit alors que la 2CV a un moteur de 4x4 très puissant sous son capot et c'est pour cela il arrive à rouler dans ses endroits.

Attention au Tsunami dans le pays dogon !

La falaise est jalonnée de nombreux villages dogons sur des dizaines de kilomètres. La zone est visitée par de nombreux touristes tous les jours, certains campant près de la falaise, d'autres organisant des randonnées. Je vis quelques plaques de l'UNESCO et de certaines sociétés américaines dont je ne citerai pas le nom affichées sur des roches. Je ne sais même pas ce qu'ils viennent foutre ici. En regardant la falaise et des dizaines de touristes qui y grimpent pour découvrir les anciennes habitations dogons, je me dis que nous avons la chance que le Tsunami ne vienne pas ici, et les éboulements ?

Aucun moyen de communication moderne n'existe ici, en dehors de certains touristes nantis qui ont des téléphones satellitaires !, me confie le guide Seydou. Si une personne est malade, ou blessée, il faut se taper des kilomètres pour aller chercher une aide à Bancass avec la route que vous connaissez, la radio est le seul canal utilisé pour diffuser les informations. Si par exemple votre b?uf est égaré, vous allez à la radio de Bancass faire un communiqué. Mêmes les commissions se font à travers la radio, mais il faut se déplacer sur des kilomètres pour rejoindre la radio tout d'abord... Je lui demandai alors : route ou téléphone tu choisis quoi ici. Je préfère la route d'abord, me confesse t-il.

Pour moi, le pays dogon et surtout la zone touristique devrait posséder un système d'alerte pour aider les personnes en difficultés. En montant sur le plateau, nous avons rencontré une touriste en difficulté. Il a fallu que son guide nous donne un message afin que l'on le transmette à Bandiagara pour qu'une voiture vienne les chercher : nous sommes au

21ème siècle ailleurs et à l'âge de la préhistoire ici.

Arrivée à Bandiagara, j'ai pu faire quelques appels téléphoniques dans un télé centre sans encombre, mais faites gaffes : regardez le compteur avant de téléphoner, sinon, vous pouvez avoir des surprises désagréables. En effet, j'ai trouvé qu'une personne avait déjà utilisé le téléphone et un crédit était déjà porté sur l'appareil. J'ai donc demandé à ce que l'on remette le compteur à zéro.

Après un court arrêt à Bandiagara, (ça me rappelle ma leçon d'histoire à l'école primaire : le célèbre Soundiata Kéita a disparu dans les falaises de Bandiagara...), nous primes la route pour Mopti, une traversée de plus de 100 Kilomètres. Nous arrivâmes à Mopti dans la soirée et y passâmes la nuit. Contrairement à Sévaré qui a vite grossie et devenue une ville moderne, Mopti est restée plus ou moins authentique, espace oblige. Coincé entre les nombreux bras du fleuve Niger, la ville ne peut pas s'étendre. La belle mosquée de la ville qui était habillée en ciment est en réfection : on a ôté sa robe de ciment pour laisser son enveloppe en enduit argileuse. L'UNESCO appui les travaux ; On décida alors de continuer à Djenné, après avoir fait une petite balade en pirogue pour visiter quelques villages situés sur des îlots de terre. Sur ces morceaux de terre, l'activité qui domine est la pratique de la pêche. Le poisson est fumé et revendu dans toute la région jusqu'au Burkina Faso. Petit, je connaissais les fameux poissons de Mopti parce que j'étais à Ouahigouya situé sur la route du poisson.

Le CLIC de Djenné

Nous arrivâmes à Djenné dans la soirée. Le bac venait de démarrer et la 2CV y grimpa sans encombre. Après avoir roulé sur des pentes de 18%, ce



Suite page 7



suite de la page 6
Pays Dogon en 2CV



n'est pas un petit bac à moteur pouvant prendre 3 voitures qui vont l'impressionner. Djenné est une ville qui n'est plus à présenter. Fondée 250 ans avant Jésus Christ, Djenné, Classé patrimoine mondial par l'UNESCO, la ville est construite en banco et on fait tout pour préserver la riche architecture traditionnelle. Les maisons ont au plafond une dalle d'argile renforcée avec du bois de rônier, ce qui la rend thermiquement stable et agréable à vivre à l'intérieur. Les toilettes sont au premier étage. Certaines maisons ont 2 niveaux. Les modifications du style de vie dues au modernisme ne facilitent pas les choses.

Nous fîmes un tour d'honneur dans la petite ville, ballade agrémentée par les cris des enfants, heureux de voir une 2CV. Ils l'appellent en rigolant, la voiture grenouille ! En bamanan !, Au Burkina, c'est la Baby, aux Pays Bas, la vilaine voiture, une heure après notre arrivée, tout le monde savait que des hôtes particuliers étaient arrivés dans une voiture rare et plutôt bizarre. Un panneau d'affichage public attira mon attention : centre locale d'information et de communication (CLIC), je décidai aussitôt d'y faire un tour parce qu'effectuant un travail similaire au Burkina.

Nous fumes bien accueilli avec la gérante, Mme Assetou Koumaré, femme du Maire et l'on eut une excellente conversation avec Monsieur Levy Dougnon, Président du Comité Consultatif du Centre local d'Information et de Communication

Mme Assetou Koumaré, Gestionnaire CLIC de Djenné

"Tout d'abord, on avait la radio Jamana et on est venu greffer le CLIC qui existe dans 10 villes au Mali. Le CLIC possède 8 ordinateurs connectés à l'Internet par VSAT. Un des grands problèmes est le coût de location de la VSAT. Nous n'avons pas assez de clients pour rentabiliser notre investissement. La ville est petite et la population pauvre. Les clients fortunés sont seulement les touristes, mais nous faisons des efforts pour intéresser les élèves et les étudiants aux TIC".

Des formations sont organisées à leur intention. Des tarifs préférentiels sont aussi proposés pour ce public, nous dit la gérante. Elle accepte de nous héberger dans la nouvelle maison de son mari qui était le maire de la ville. Nous passâmes donc une nuit agréable en leur compagnie.

Le CLIC de Djenné a essayé de

redistribuer sa connexion à certaines organisations dans la ville, mais les frais d'investissements sont élevés. J'en ai discuté avec Mr François Laureys de l'IICD qui m'a dit que les jeunes de Réonnet (IDC) (<http://www.reoafrique.com>) à Bamako avaient réussi avec quelques bricoles pas chères à ventiler leur connexion dans un rayon de plus de 5 km. Vivement qu'ils viennent aider le CLIC de Djenné à le faire parce que cela les permettra de rentabiliser leur connexion.

Nous avons également échangé autour de partenariats éventuels entre le CLIC de Djenné, Togunet (mali-tic), et Burkina-ntic.org

J'étais impressionné par la simplicité des installations de la radio locale et sa fonctionnalité. On sent une grande appropriation des gestionnaires dans le fonctionnement de la radio. Vivement que l'on vienne les soutenir avec du matériel numérique pour mieux gérer les émissions effectuées.

Après ce court séjour à Djenné, nous avons pris la route pour Bobo Dioulasso, une traversée de plus de 400 Km. La 2CV ne trouva pas de problèmes pour nous accompagner dans cette nouvelle aventure. Nous arrivâmes à Bobo Dioulasso vers 22h après une crevaison du pneu arrière gauche qui nous a fait perdre 2 heures sur la route ! A Bobo, on a croisé Mr François Laureys qui, aussi est venu par la route de Bamako à Sikasso et par la suite à Bobo. On travailla ensemble sur le projet communication de l'Union Nationale des Producteurs de Coton dont le siège est à Bobo. Mr Laureys lui même a possédé une 2CV dans sa jeunesse et a voulu tenter une fois encore un voyage en 2CV. On arriva à caser sa grosse valise dans la deuche et on prit la route le surlendemain pour remonter sur Ouagadougou.

Sylvestre Ouédraogo



Le nouveau ministre des NTIC s'exprime

Le Ministre des télécommunications et des TIC, M. Joachim Tankoano, auparavant Délégué Général à l'Informatique, apporte ici quelques éclairages sur la définition, les enjeux et l'état des NTIC dans notre pays.

Joachim Tankoano : Sur le plan technique, les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication » permettent d'utiliser le même support physique pour transporter simultanément et indifféremment les données, la voix et l'image. Elles permettent aussi de démultiplier les capacités de ces supports, qu'ils soient filaires ou non filaires, avec comme principale incidence la baisse du coût de la communication, puis de banaliser les équipements terminaux comme le téléphone, le téléviseur et l'ordinateur afin qu'ils permettent d'accéder aux mêmes types de services. Dans les années à venir, elles seront utilisées également pour interconnecter à des systèmes intelligents une grande variété d'équipements utilitaires ou mobiles. Sur le plan des usages ces « Nouvelles Technologies » ont permis un bond prodigieux de l'offre en matière de services de télécommunications et d'audiovisuel, avec comme principale conséquence, l'accélération du processus de mondialisation. Elles sont aussi et surtout à l'origine d'une révolution dans le monde de l'éducation et dans celui du travail. Cette révolution qui est devenue le trait distinctif des sociétés modernes permet notamment de démultiplier les canaux d'accès à l'éducation et à l'apprentissage, d'introduire plus d'efficacité et de transparence dans la gestion, de faciliter l'existence des citoyens et des entreprises en leur permettant d'accéder à tout moment et en tous lieux à des services de meilleure qualité, adaptés à leurs besoins. Si cette nouvelle révolution est bien maîtrisée par les pays en développement, elle peut devenir un véritable accélérateur de la réduction



Inyerview de Monsieur Joachim TANKOANO sur les NTIC au Burkina
jeudi 12 janvier 2006

de la pauvreté.

Quelles sont les forces et les faiblesses de la politique nationale du Burkina Faso dans le domaine des NTIC ?

Joachim Tankoano : Comme dans la plupart des pays en développement, le Burkina Faso avait jusqu'ici des politiques de promotion distinctes pour l'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel. De ce fait, le cadre politique et institutionnel, le cadre réglementaire et les programmes de développement mis en place en application de ces politiques manquaient de cohérence et surtout n'avaient pas été conçus dans la perspective d'aider notre pays à faire face aux nouveaux défis que soulèvent la société de l'information. L'informatique, les télécommunications et l'audiovisuel étaient certes perçus comme des

secteurs importants mais l'impact possible et attendu sur l'amélioration du bien-être des burkinabé, lié aux nouvelles possibilités qu'offrent leur convergence, n'avait pas encore été clarifié et pris en compte comme il se doit dans la hiérarchie des priorités de développement de notre pays. Un forum national de réflexion et de validation de la stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication s'est tenu en avril 2004.

Comment est-on arrivé à cette stratégie et quels sont les objectifs poursuivis ?

Joachim Tankoano : L'élaboration d'une stratégie pour entrer de plain-pied dans la société de l'information s'est révélée dans tous les pays qui

suite page 9



suite de la page 8

Le nouveau Ministre des NTIC s'exprime

ont entrepris cet exercice comme un processus long et complexe. Il s'agit en effet de pouvoir régler simultanément plusieurs problèmes de taille en plaçant le mieux-être des citoyens et le meilleur fonctionnement des entreprises et de l'appareil d'Etat au centre, afin de créer un environnement favorable à la bonne gouvernance et au développement durable. Ces problèmes, concernent notamment le développement de l'expertise locale dans le domaine des NTIC, la création d'un environnement favorable aux investissements pour le développement d'une infrastructure de base adaptée et économiquement accessible, la mise en confiance des individus, d'entreprises et de l'administration dans l'utilisation des NTIC, la nécessité de faire travailler ensemble tous les acteurs de la société (public, privé et société civile) sur des normes et des processus communs pouvant permettre d'offrir des services intégrés, plus faciles d'accès, adaptés aux besoins des populations et en adéquation avec les priorités de développement. Pour ce qui concerne notre pays, avant d'aborder ces questions de mise en œuvre concrète, il est apparu opportun de commencer par une sensibilisation et une mobilisation politique à très large échelle en faveur de la promotion des NTIC en se fondant d'une part sur la mise en évidence, pour chaque objectif du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, des aspects de notre développement économique et social qui peuvent être impulsés grâce au potentiel de ces technologies et d'autre part, sur les grandes lignes de la stratégie à mettre en œuvre pour assurer leur promotion. Le forum d'avril qui a réuni près de 730 participants a été le couronnement de ce premier exercice. Parmi les étapes qui ont précédées le forum, on peut citer entre autres : le Conseil de cabinet qui s'est tenu le 12 février 2002 afin d'examiner les résultats à mi-parcours ; le symposium de haut

niveau organisé les 28 février et 1er mars 2002 sur instruction de S.E.M le Président du Faso afin de créer une synergie positive entre les différentes parties prenantes à la promotion de la société de l'information ; la mise en place par le Ministre de l'Economie et du Développement d'un groupe de réflexion et de plaidoyer de haut niveau composé de plus de 80 membres, afin de prolonger les débats initiés au cours de ce symposium et de parvenir à une vision partagée de la société et de l'économie de l'information et du savoir ; l'examen du document de stratégie au cours de trois (3) ateliers qui se sont tenus avec les principaux acteurs impliqués dans la révision du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, les représentants du secteur privé et les représentants de la société civile, afin d'améliorer son contenu; la réunion tenue afin de recueillir les observations des représentants des partenaires au développement ; La réunion de travail qui s'est tenue avec les cadres du Ministère des Postes et Télécommunications qui a également axé le thème de son CASSEM tenu en décembre 2003 sur la promotion des NTIC ; la 1ère session de 2003 du Conseil Economique et Social qui s'est tenu sur le thème « Evaluation de la politique nationale des NTIC, état des lieux et perspectives » afin d'examiner entre autres ce document de stratégie ; le Conseil de Cabinet qui s'est tenu le 10 février 2004 avec comme objectifs de parvenir à une appropriation de cette stratégie par les membres du Gouvernement concernés, avant la validation de cette stratégie par le forum national. L'objectif global poursuivi est d'édifier les politiques de développement des télécommunications, de l'informatique et des médias de communication traditionnels dans un seul cadre de référence afin de permettre la mise en œuvre d'une stratégie intégrée, globale et cohérente pouvant permettre de parvenir plus rapidement à une

généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, porteuse de développement..

Quelle est la prochaine étape de ce processus ?

Joachim Tankoano : La prochaine étape sera, conformément à ce qui a été arrêté dans la stratégie définie pour la promotion des NTIC, de mettre en place les six comités sectoriels qui auront pour missions de poursuivre le processus par l'élaboration de plans d'actions pouvant conduire : (1) au développement d'une administration électronique, (2) à l'introduction des technologies de l'information dans le système éducatif national, (3) à la promotion des services électroniques dans le domaine de la santé et de la protection sociale, (4) à la promotion des services électroniques pour le développement du monde rural, (5) au développement du commerce électronique et (6) à la création d'un environnement propice au développement de la société de l'information et des emplois à travers le développement de l'expertise locale, la mise en place du cadre juridique de la société de l'information, le développement des infrastructures de base et la mise en œuvre du plan national de communication pour le développement. Ces comités qui regrouperont en leur sein des représentants du secteur public, du secteur privé, de la société civile et des partenaires au développement seront des organes spécialisés des Commissions de suivi et de mise en œuvre du CSLP. A titre d'exemple, le comité sectoriel pour le développement de l'administration électronique sera un organe spécialisé de la Commission du CSLP chargée de la gouvernance, des réformes institutionnelles et de la décentralisation. Ceci permettra de faire de la promotion des NTIC un

suite page 10



suite de la page 9

Le nouveau Ministre des NTIC s'exprime

levier pour la réduction de la pauvreté. Il est prévu que ces six comités se mettent au travail dès à présent. Le couronnement de ce 2ème exercice sera la tenue d'une table ronde sectorielle des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des plans d'actions qui seront élaborés.

Quel est l'état des lieux, la situation en matière de NTIC aujourd'hui au Burkina Faso ?

Joachim Tankoano : Notre pays est en train de rattraper progressivement son retard au niveau des infrastructures de base traditionnelles. De 0,65 téléphones pour 100 habitants en 1998, nous sommes passé aujourd'hui à plus de 3 téléphones pour 100 habitants. Cette progression a été rendue possible grâce à l'adoption de la téléphonie mobile et à l'ouverture de ce segment à la concurrence. En outre, le projet d'extension et de renforcement de la couverture télévisuelle en cours d'exécution permettra dans un avenir très proche, d'étendre à 80% le taux de couverture géographique de la télévision nationale et à 90% son taux de couverture démographique. Pour ce qui concerne l'informatique, l'utilisation de l'outil informatique pour introduire plus d'efficacité, de rigueur et de transparence dans les processus de gestion est aujourd'hui une réalité tant dans les grandes administrations de l'Etat que dans les grandes entreprises publiques et privées. La connexion internationale à Internet qui était au départ, en 1997, à 64 kilobits par seconde vient de passer à 32 mégabits par seconde. En outre, la présence de notre pays sur la toile commence elle aussi à être perceptible. Notre raccordement à la fibre sous marine et l'ouverture complète du secteur des télécommunications à la concurrence à partir de fin 2005 contribueront sans aucun doute à accélérer encore plus le

développement du secteur. Enfin, il faut aussi retenir que notre pays est bien avancé en matière de réflexion sur la démarche à suivre pour mettre les NTIC au service d'un développement global et durable.

En quoi les NTIC peuvent-elles renforcer le développement de notre pays ?

Joachim Tankoano : Comme vous le savez, les mentalités rétrogrades et l'ignorance figurent parmi les premiers obstacles au développement de notre pays. On ne peut certes pas se nourrir de NTIC ou se soigner avec les NTIC, mais on peut utiliser les NTIC pour changer les mentalités de façon positive et pour faire en sorte que les populations les plus défavorisées aient plus facilement accès aux informations et aux connaissances dont elles ont besoin pour lutter efficacement contre l'adversité de la nature, améliorer leur productivité, gérer leurs affaires ou pour se maintenir en bonne santé. En se rendant dans le télécentre communautaire polyvalent de sa localité, un producteur rural devrait être en mesure d'obtenir dans sa langue des informations utiles sur le meilleur moment d'entreprendre telle ou telle activité agricole, d'obtenir une explication détaillée relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle technique culturelle, de connaître les prix du marché, de rechercher des acheteurs ou d'obtenir toutes les informations dont il a besoin sur une maladie ou sur une plante médicinale. Pour que cela soit possible, il suffit que l'Etat décide d'édifier une infrastructure nationale d'information et de communication au même titre que les infrastructures traditionnelles, je veux parler des routes, des barrages, etc.) et fonde ses politiques de promotion du développement sur cette infrastructure. Le prototype de système qui pourrait permettre d'offrir dans ce contexte de tels services a déjà été mis au point par la Délégation

Générale à l'Informatique et est fonctionnel. On peut aussi utiliser une telle infrastructure pour donner à la notion de bonne gouvernance un tout autre contenu en amenant les différentes structures de l'administration centrale et décentralisée et les grandes entreprises publiques et privées à travailler ensemble de façon transparente, en s'appuyant sur des normes et processus communs qui permettent de simplifier les services offerts aux citoyens et aux entreprises, de mettre en ligne ces services afin de les rendre accessibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Ceci aurait l'avantage de réduire considérablement les coûts de fonctionnement et d'éliminer les coûts indirects liés à la lenteur des procédures et aux pratiques illicites. Un opérateur économique pourrait ainsi créer son entreprise en quelques minutes, payer ses impôts, ses factures de téléphone ou d'électricité et verser les cotisations sociales de ses employés sans avoir à se déplacer, stocker en format électronique, dans un espace sécurisé, les papiers de son entreprise afin de pouvoir répondre électroniquement aux appels d'offres, sortir en quelques minutes ses marchandises de douanes, signer des contrats électroniques ou suivre l'évolution du traitement du règlement des factures qu'il a émises pour ses clients. L'apport de ces technologies dans le domaine de l'éducation peut aussi être considérable. Déjà, quelques jeunes burkinabé sont en train de suivre des formations universitaires en France à partir de la Délégation Générale à l'Informatique et du Campus Numérique Francophone de l'Université de Ouagadougou. Ces étudiants sont régulièrement inscrits à des formations de maîtrise et de DESS dans des universités de renommée et ont accès

suite page 11



suite de la page 10

Le nouveau Ministre des NTIC s'exprime

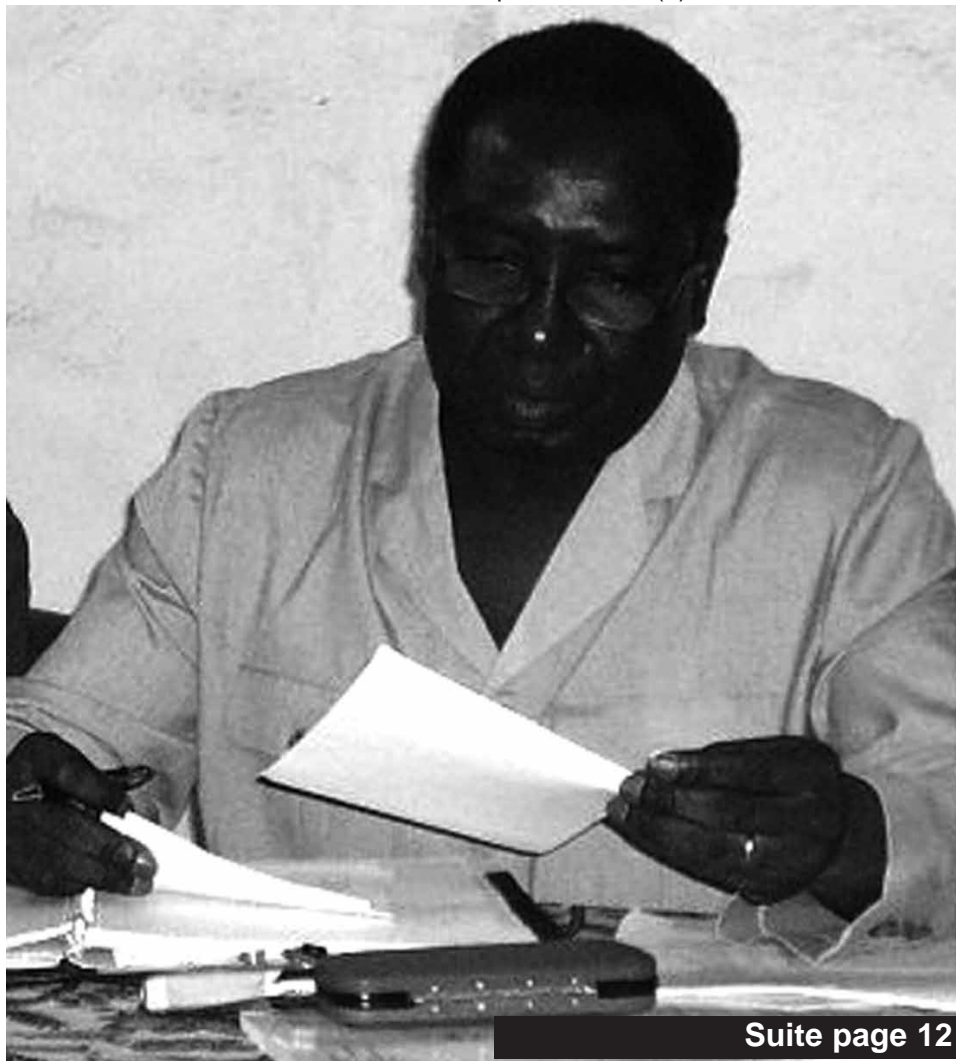
à leurs cours et aux tuteurs qui accompagnent leurs processus d'apprentissage via Internet. Les examens que ces étudiants passent sont rigoureusement les mêmes que ceux proposés aux étudiants des universités où ils sont inscrits, ce qui leur permettra de recevoir les mêmes diplômes que ces étudiants sans aucun signe distinctif. Il est plus facile de créer les conditions pouvant permettre à la majorité des burkinabé d'avoir accès aux services d'éducation de cette façon que de construire un nombre important d'universités que nous aurons du mal à doter en personnel enseignant qualifié en quantité suffisante. Avec quelques universités nationales bien pourvues qui collaborent pour la mise en ligne des formations, nos étudiants pourraient depuis leur localité d'origine, donc tout en bénéficiant des avantages considérables de la vie en famille, avoir la possibilité de suivre les formations de leur choix dans ces universités ou dans d'autres universités à travers le monde. Tout ceci constitue des possibilités nouvelles que nous pouvons exploiter judicieusement pour accélérer le processus de développement de notre pays. Au-delà de ces quelques exemples de possibilités qui me viennent à l'esprit, la chose la plus importante à retenir est que les NTIC font partie des innovations technologiques majeures comme l'imprimerie, la machine à vapeur ou l'électricité qui ont marqué l'évolution de l'humanité. Tous les pays du monde, qu'ils soient développés ou en voie de développement aspirent à les mettre au service de l'accélération de leur développement. Une étude menée cette année en Europe montre que les administrations qui ont su repenser leur organisation avec une infrastructure en réseau et des applications basées sur Internet ont amélioré de 3 à 7 fois leur productivité. L'inégalité d'accès aux avantages de ces technologies aggravera de ce fait

inévitablement les fractures économiques, sociales et culturelles actuelles. Le rythme de développement des pays comme le notre qui ne parviendront pas à solutionner leurs problèmes en s'appuyant sur ces technologies accentuera très rapidement le retard qu'ils ont pris sur les autres pays. C'est pourquoi il a été retenu dans la Déclaration du Millénaire de faire en sorte que les avantages de ces technologies soient accordés à tous.

Au plan sous-régional, à quel niveau se situe le Burkina Faso en matière de NTIC et qu'est-ce qui explique cette situation ?

Joachim Tankoano : A l'occasion de

la 1ère phase du Sommet Mondial sur la Société de l'Information qui s'est tenue à Genève en décembre 2003, l'Union International des Télécommunications a publié pour la 1ère fois un indice d'accès numérique qui mesure, dans les pays retenus, la possibilité globale qui est donnée aux particuliers d'avoir accès aux technologies de l'information et de la communication et de les utiliser. Pour calculer cet indice, cinq catégories de variables ont été retenues. Ces catégories concernent : (1) l'infrastructure - à savoir le nombre de téléphones pour 100 habitants, (2) l'accessibilité économique - à savoir le prix de l'accès à l'Internet en pourcentage du revenu national brut par habitant, (3) l'éducation - à savoir



Suite page 12



suite de la page 11

Le nouveau Ministre des NTIC s'exprime

le taux d'alphabétisation des adultes et de scolarisation aux niveaux primaire, secondaire et supérieur confondus (4) la qualité - à savoir la largeur de bande de l'accès à Internet à l'international en nombre de bits par habitant et le nombre d'abonnés au large bande pour 100 habitants, (5) l'utilisation - à savoir le nombre d'utilisateurs de l'Internet pour 100 habitants. Par rapport à ces critères, notre pays a été classé 177ème sur 178. Comme vous pouvez le constater, ces critères incluent ceux relatifs à l'éducation où il est reconnu que notre pays est très en retard. Lorsque l'on fait abstraction de ce critère, le classement du Burkina devient acceptable. Bien que ce soit ce critère qui explique en grande partie notre mauvais classement, il faut aussi reconnaître que, comparativement aux pays qui nous entourent, les efforts de promotion du secteur sont contraints pour le moment par le taux élevé des taxes fiscales appliquées aux équipements informatiques à l'importation et par la réglementation du secteur qui est défavorable aux initiatives privées relatives au développement de l'Internet.

La cyberdélinquance est-elle un phénomène de plus en plus courant dans le monde et au Burkina Faso et comment l'utilisateur des NTIC peut-il assurer sa sécurité face à ce phénomène ?

Joachim Tankoano : Internet est de base un espace totalement ouvert. Les millions d'ordinateurs qui sont interconnectés via ce réseau à travers le monde communiquent librement et à très faible coût. C'est ce qui fait la force de ce réseau mondial mais aussi son point faible. Tout le monde peut communiquer avec tout le monde pratiquement sans frais dès lors qu'on est en possession de l'adresse électronique de l'autre. Tout le monde peut aussi mettre en ligne des contenus textuels ou multimédia de toute sorte, voire des transactions qui

réalisent des opérations complexes accessibles à tout le monde dès lors qu'on dispose d'un ordinateur connecté au réseau ou qu'on a accès aux services d'un fournisseur d'accès à Internet. Ces possibilités permettent aux honnêtes gens de communiquer plus facilement, plus rapidement, plus fréquemment et à moindre coût. Elles permettent aussi aux entreprises et aux administrations à travers le monde de bâtir des systèmes qui interopèrent afin d'offrir des services de toute sorte, accessibles en tout lieu, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Aujourd'hui, sur Internet, vous pouvez ainsi acheter et payer des utilités comme des fleurs ou des choses sérieuses comme des tracteurs ou des remorques et suivre pas à pas le processus de livraison jusqu'à votre domicile. On retrouve sur ce réseau, des services gouvernementaux, des institutions financières, des organes de presse (y compris les radios et les télévisions), des agences de voyage, des vendeurs de produits de toute sorte, des offres de formation en ligne, des cabinets de consultation en ligne, etc., qui parfois n'ont aucune adresse géographique. Ces usages positifs du réseau se développent à côté d'autres usages plutôt répréhensibles. Les escrocs et les criminels trouvent en effet également en ce réseau les moyens de renforcer leur capacité et ne manquent pas pour cela d'ingéniosité. Le fait de pouvoir camoufler assez facilement le point de départ d'un message est fréquemment exploité par les criminels pour agir en toute impunité. C'est notamment le cas des escrocs qui n'arrêtent pas d'envoyer des messages de détresse tous azimuts à propos de fonds importants en détresse afin de pouvoir appâter leurs victimes. C'est également le cas des trafiquants et des terroristes qui peuvent coopérer plus facilement sans se faire repérer ou procéder plus facilement à des blanchiments d'argent. Les adeptes de la diffusion des messages haineux ou qui portent

atteinte à la morale et à la dignité humaine comme ceux relatifs à la pédophilie ont eux aussi malheureusement compris très vite les avantages qu'ils pouvaient tirer des facilités qu'offre le réseau pour la diffusion à très large échelle de l'information. En outre, le caractère très ouvert du réseau est très fréquemment exploité à des fins criminelles multiformes par les spécialistes pour inonder le réseau de virus, provoquer des dégâts importants au niveau des systèmes informatiques, accéder à des informations confidentielles ou exécuter des opérations de façon illicite. En somme, Internet est comparable à une ville où cohabitent d'une part des honnêtes gens et des personnes mal intentionnées ou de moralité douteuse et d'autre part des espaces publics et des espaces privés. Pour assurer la sécurité sur Internet, il faut comme dans une ville définir le code de conduite que les cybercitoyens doivent respecter, spécialiser des policiers, des gendarmes et des juges dans le traitement des infractions à ce code de conduite. En d'autres termes, il faut définir le cadre juridique de la société de l'information et veiller à son respect. Comme dans une ville, si vous êtes le propriétaire d'un espace privé, ces dispositions à elles toutes seules ne suffisent pas pour garantir la protection de vos biens, surtout s'ils ont une valeur très importante. Il faut, en plus, en fonction de ce critère, prendre des mesures de protection en prévoyant des portes plus ou moins blindées et des coffres forts, des gardiens pour filtrer les visiteurs, un système d'alarme pour alerter la police en cas de tentative de violation des zones de haute sécurité ou d'agression et éventuellement un véhicule blindé pour assurer le transfert de fonds avec votre banque. Pour employer des termes plus

suite page 13



suite et fin de la page 12

Le nouveau Ministre des NTIC s'exprime

techniques, il vous faut protéger votre réseau d'entreprise à l'aide d'un pare-feu capable de filtrer le trafic entrant et sortant en fonction des règles de sécurité que vous avez définies, de détecteurs d'intrusion capables de détecter automatiquement les comportements suspects de vos visiteurs et d'antivirus capables de détecter les virus incrustés dans les messages que vous recevez. Il vous faut aussi assurer le cryptage des données critiques que vous échangez avec vos partenaires afin qu'en cas d'interception, ces données ne puissent pas être déchiffrées. Comme dans une ville, il n'y a jamais de sécurité à 100%. Plus on veut tendre vers une sécurité maximale, plus il faut investir en moyens de protection. Pour l'utilisateur ordinaire qui n'a pas de données critiques à protéger, l'utilisation d'un bon antivirus régulièrement mis à jour et le respect de quelques règles de prudence comme éviter d'ouvrir les messages en provenance d'inconnus, de consulter des sites peu recommandables ou de télécharger des programmes occultes peuvent être suffisants pour se prémunir des cybercriminels. La lutte contre la cybercriminalité relève à la fois du judiciaire, du technique et de l'éducation des cybercitoyens.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication évoluent très rapidement, quelles sont les dernières évolutions dans ce domaine ?

Joachim Tankoano : Il est difficile de répondre à une question de ce type en quelques mots, surtout en utilisant des termes accessibles à tout le monde. Aussi je vais me contenter de parler d'une évolution qui me paraît positive et d'une autre qui me paraît être une nouvelle menace. Pour ce qui concerne l'évolution positive, je

retiendrai les avancées dans le domaine des réseaux sans fil et des nouvelles normes XML pour la représentation et les échanges de contenus. Ces avancées permettront le développement de nouvelles formes d'interactions entre les systèmes des entreprises et donc plus d'intégration mais aussi l'explosion de l'Internet des mobiles. Sur ce dernier point, il faut noter que nous vivons actuellement l'ère de l'Internet des Pc. Internet met pour le moment en réseau essentiellement ce qu'on appelle communément les ordinateurs personnels. Dans un avenir très proche, il ne fait plus de doute que ce réseau sera aussi largement utilisé pour l'interconnexion d'équipements mobiles de toute sorte (comme les téléphones portables, les ordinateurs de paume, les voitures, etc.) à des systèmes intelligents. Un touriste pourra par exemple, depuis un restaurant de Ouagadougou où il prend un repas, répondre, à partir de son téléphone portable, à quelqu'un qui sonne à la porte de son appartement à Paris et télécommander s'il le veut, l'ouverture de cette porte tout comme un élève pourra accéder à son cartable électronique à partir de son ordinateur de paume quelque soit sa position géographique dans une ville. Pour ce qui concerne la menace, il s'agit de l'apparition en juin dernier du premier virus conçu pour infecter les téléphones portables équipé de l'OS Sybian. Ce virus qui s'appelle « Cabir » est capable d'envoyer une copie de lui-même à un autre téléphone dont le numéro est enregistré dans le poste infecté, heureusement sans autre action nocive pour le moment.

Quel genre de relation la DELGI entretient-elle avec les organismes et structures qui s'occupent des NTIC au Burkina Faso ?

Joachim Tankoano : La DELGI a été

créée pour appuyer la politique du Gouvernement en matière de promotion de l'outil informatique. L'évolution technologique de ces dernières années aidant, la DELGI a très vite compris qu'elle ne devait pas focaliser ses efforts de promotion que sur les applications classiques de l'informatique,

mais qu'elle devait aussi travailler à faire en sorte que les télécommunications et l'audiovisuel facilitent la mise en place de ces applications.

En outre, cette évolution commande que les télécommunications et l'audiovisuel s'informatisent et deviennent aussi progressivement des applications informatiques à part entière. Ceci a amené la DELGI à se tourner vers les acteurs du secteur des télécommunications et du secteur de l'audiovisuel qui contribuent aujourd'hui à la promotion des NTIC. Dans le même esprit, la DELGI s'est fortement tournée aussi vers le Ministère qui a en charge l'économie afin que la promotion des NTIC puisse être appréhendée comme une question centrale du développement durable. Tout ceci s'est traduit concrètement par une collaboration très étroite avec ces acteurs dans l'élaboration du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication et de sa stratégie d'opérationnalisation. Cette collaboration s'est révélée fructueuse et doit se poursuivre en se renforçant. Elle doit permettre d'amener aussi les acteurs sectoriels parmi les acteurs incontournables de la promotion des NTIC.

**Interview réalisée par
IDOGO Mamadou
(source www.lefaso.net)**



ONG,

Associations ;

Entrez dans le village planétaire

Créer vos sites web

<http://www.faso-ong.org>

Profitez de l'opportunité dès maintenant

Contactez-nous

<http://www.burkina-ntic.org>



Les jeunes burkinabé sur l'Internet

Du 1er novembre 2005 au 26 janvier 2006 l'association Yam pukri avec l'appui de l'ONG Terre des Hommes Genève a organisé pour la sixième année consécutive, un forum d'échange et de discussion « la voix des jeunes ». Cette année le thème était « le sport et ses enjeux ».

Cette rencontre réunissait les jeunes de 12 à 18 ans de six pays. Il s'agit du Sénégal, d'Haïti, de Suisse, de la Colombie, de la France et du Burkina Faso. Quarante-cinq (45) jeunes venant du lycée Philippe Zinda Kaboré, du Lycée Gyrov, lycée Bogodogo et bien d'autres ont pris part à la rencontre.

Trois animatrices ont suivi et encadré les jeunes durant leur séance de travail. Les jeunes qui ne savaient pas utiliser l'ordinateur ont bénéficié d'une initiation et d'un suivi rapproché de ces animatrices.

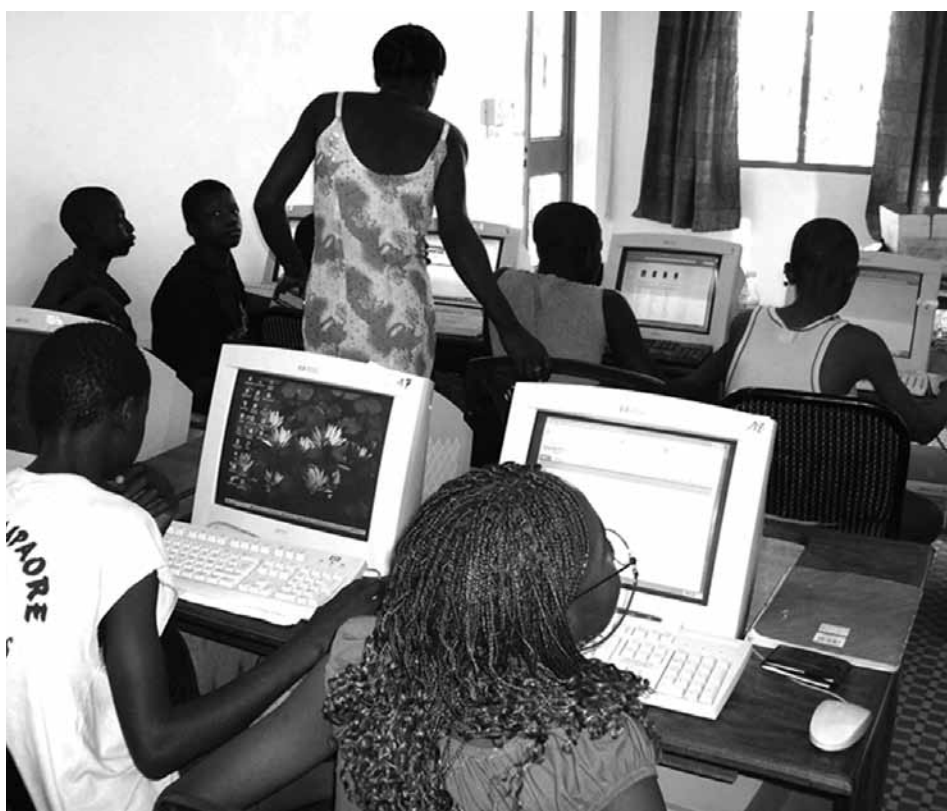
Ils ont pendant ces deux mois et demi partager via Internet entre jeunes de divers horizons leur vision et leur compréhension du sport et ses enjeux

dans le monde. Le forum « La voix des jeunes » a été pour les jeunes burkinabés une excellente occasion d'exprimer leurs points de vues et de faire savoir aux gens ce qu'ils pensaient du sport et sa pratique en général. Avec la rédaction des témoignages, j'ai amélioré mon expression écrite. J'ai aussi appris beaucoup de choses sur le sport. Je connais maintenant les différents sports pratiqués au Burkina Faso. J'ai aussi demandé à mes parents de m'inscrire à un club de taekwondo. Pendant le forum j'ai appris l'importance de ce sport. Ce sport permet d'être discipliné et de se défendre en cas de problème affirme Tassembédo Guéfarou 12 ans lycée Wend-Manégré.

Cet événement a également offert aux participants et participantes une occasion de nouer des liens avec des jeunes d'autres pays et d'autres continents. J'ai pendant le forum échangé avec Elodie. Elle habite en France. Elle aime la natation comme moi. Nous avons décidé d'échanger nos mail pour pouvoir continuer à nous écrire, nous confie Soré Alimata 17ans.

Ce fut également une occasion pour beaucoup d'entre eux de se familiariser à l'ordinateur et surtout à l'Internet. Pendant la préparation du forum, nous avons reçu dans le cyber de Yam Net Plus trois jeunes garçons. Il s'agit de Gouba Aboubacar 13ans, Barry Amadé 12 ans, Ouangrawa Serges 13ans ; tous élèves au lycée Gyrov Major. Ce jour là, de retour du lycée ils ont décidé de passer se renseigner sur ce qu'Internet. Nous les avons alors invité à s'inscrire au forum. Quand le forum a démarré ils ont reçu une initiation à l'informatique. Après les 4 premières séances ces 3 enfants nous ont impressionné par leur maîtrise du clavier. Ils sont arrivés à taper leurs textes, à faire la correction automatique. Ils ont aussi avec l'appui des animatrices ouvert des boîtes Email témoigne, une animatrice du forum.

Dans l'ensemble, les participants et participantes se sont dits satisfaits et satisfaites du forum, et ils étaient d'avis que cet événement avait répondu à leurs attentes. Ils ont mentionné que le forum aurait dû, à leur avis, durer plus longtemps.



Roukiattou ouédraogo, B-NTIC

Centre de Formation Continue en Nouvelles Technologies

Formations programme Elite 3^e, 4^e année Sciences Economiques et sociales

Module 1

Passeport de base en informatique et navigateur web 15H :

Objectif: initier toute personne intéressée et n'ayant pas au préalable faite une formation classique en informatique et l'Internet

Contenu de la formation:

Introduction au système d'exploitation Windows, traitement de texte, Excel, initiation à l'Internet

Profil: *étudiants, travailleurs des ONG/associations...*

Coût de la formation 7500 FCFA (étudiants), 15.000 Fcfa (Autres)

Module 3

Montage et évaluation de projet par ordinateur pour étudiants en Sciences économiques et social (20 heures).

Objectifs:

- Apprendre à utiliser le logiciel Excel pour faire des calculs économiques et financiers.
 - Apprendre faire des graphiques et à les interpréter.
 - Apprendre à faire des régressions de variables
 - Apprendre à faire des simulations de calcul pour des montages financiers de projets (évolution des charges, des produits, mise en œuvre du compte d'exploitation, VAN, TRI...)
- Au terme de la formation, l'étudiant pourra effectuer avec plus de facilités ses travaux de mémoire et ses exercices appliqués.

Profil: *étudiants en sciences économiques / sociologie, droit, pharmacie,médecine...),travailleurs des ONG /associations...*

Contenu de la formation

Initiation au tableur avec Excel**NB :** avoir des connaissances de base en informatique et en économie (statistique).

Coût de la formation : 10.000 FCFA(étudiants) (35.000 Fcfa, autres)

Lieu de la Formation :YamNet, située derrière SONAPOST 1200 logements et, Yam NET Plus, , 2rues à droite avant le virage de la PETROFA (Ouaga Inter), bâtiment à 2 étages avant le mur de L'aéroport.

Module 2

Analyse économique et marketing par ordinateur pour étudiants en Sciences (20heurs).

Objectifs:

- Apprendre à concevoir des fiches d'enquêtes analysables à l'ordinateur
 - Saisir des données d'enquête statistique et apprendre à les introduire dans l'ordinateur pour les analyser ;
 - Arriver à traiter des données quantitatives et qualitatives (statistique descriptive, régressions, croisements de variables, corrélation, tableaux divers...)
 - Créer des bases de données/questionnaires intelligents et faciles à utiliser
- Au terme de la formation, l'étudiant pourra effectuer avec plus de facilités ses travaux de mémoire et ses exercices appliqués.

Profil: *étudiants en sciences économiques / sociologie, droit, pharmacie,médecine...) , travailleurs des ONG /associations...*

Contenu de la formation

Initiation au tableur avec Excel
Saisie, traitement et analyse de données statistique avec SPSS, V11

NB : avoir des connaissances de base en informatique, (statistique).

Coût de la formation : 10.000 FCFA, (35.000 Fcfa, Autres).